



0333 7X0030

PREFECTURE DE L'AUBE

Direction départementale
Des affaires sanitaires et sociales

Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable
de la vallée de la Marve

Service Santé -environnement

Arrêté préfectoral n°03-1577 portant :

- autorisation sanitaire de distribuer l'eau,
- déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour du captage de Lantages
- autorisation de prélèvement des eaux souterraines.

LE PREFET DE L'AUBE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ; R 1321-1 à R1321-36 ; R1321-43 à R1321-59 et R 1321-64 à R1321-66 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 ; L 215-3 et R 214-1 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.13-2 et R.13-15;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-2 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 20 septembre 1996 ;

VU l'arrêté préfectoral n°79-7075 du 06 décembre 1979 établissant le règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté préfectoral n°04-3339A du 13 août 2004 relatif au 3ème programme d'actions contre les pollutions par les nitrates agricoles ;

VU la délibération du 20 mars 2003 du SIAEP de la Vallée de la Marve sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection de la source située sur la commune de Lantages, au lieu dit «la Chapelle d'Oze» ;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 septembre 2008 au 27 octobre 2008 inclus, conformément à l'arrêté préfectoral n° 08-3023 du 09 septembre 2008 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé établi le 19 février 2003 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 15 novembre 2008 ;

Article 5 - Périmètres de protection

En application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique, deux périmètres de protection sont instaurés autour du captage. Ces périmètres recouvrent les parcelles dont les références cadastrales sont précisées à l'article 6 du présent arrêté.

Article 6 – Servitudes et mesures de protection

I - Périmètre de protection immédiate :

Il sera constitué par une partie de la parcelle A n° 24 (pour le captage) et la totalité les parcelles A n° 369, 374 à 376, 378 (pour le périmètre satellite dit «le Trou Bleu») sur la commune de Lantages.

Ces périmètres dont les terrains appartiennent en pleine propriété au SIAEP de la vallée de la Marve doivent rester clôturés et fermés à clé dans leur configuration actuelle.

A l'intérieur, seront interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

L'entretien à l'intérieur de ce périmètre est fait uniquement avec des procédés mécaniques sans aucun apport de produit chimique, toxique ou dangereux.

II - Périmètre de protection rapprochée :

II-1 Parcellaire

Il sera constitué des parcelles suivantes situées sur le territoire de la commune de Lantages :

Pour partie :

Section A : n° 14, 24, 27, 28
 Section ZA : n° 23
 Section ZB : n° 21, 54(rue forestière)
 La route départementale n° 28
 Le chemin rural dit ruelle Culard
 Le chemin rural dit de Champ Haillot
 La ruelle des Masures

En totalité :

Section A : n° 15, 16, 61, 106 à 116, 118, 119, 127 à 131, 145, 156, 200, 201, 329, 330, 352, 365, 368, 371, 372, 379, 381, 388, 392 à 395, 398 à 400, 403, 404, 406 à 413, 438 à 441, 446.
 Section ZA : n° 1, 3, 4, 6 à 11, 14 à 19, 21, 22 24, 25, 43, 46, 49, 50.
 Section ZB : n° 1 à 8, 10, 20
 Le chemin rural de Champ Martin

II-2 Prescriptions

a - Activités interdites :

- la création de forages ou de puits sauf pour la production en eau potable au bénéfice du syndicat,
- les puits filtrants pour évacuation d'eaux usées,
- les bassins d'infiltration d'eaux pluviales,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- l'ouverture d'excavations autres que carrières,
- le stockage de déchets quels qu'ils soient,
- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées brutes ou épurées d'origine domestique ou industrielle,
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides,

- sans aucun délai en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans le délai de deux ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Chapitre III - Prescriptions concernant l'ouvrage et les prélèvements

Article 8 – Autorisation de prélèvement

Le présent arrêté vaut autorisation de prélèvement d'eau (rubrique 1.1.2.0. de la nomenclature définie à l'article R 214-1 du code de l'environnement). Les conditions d'aménagement et d'exploitation des ouvrages et d'exercice de l'activité doivent satisfaire aux prescriptions fixées au présent chapitre III.

Article 9 - Caractéristiques du point de prélèvement

Le point de prélèvement d'eaux souterraines déclaré d'utilité publique est repéré, sur la commune de Lantages, par :

ouvrage	Captage «la Chapelle d'Oze »
indice national	3337 X 0030
coordonnées en Lambert I	X= 739,702 Y= 1046,530 Z= 150,66
coordonnées cadastrales	A24 pour partie

Article 10 - Limitation de la quantité d'eau prélevée

Le prélèvement par la commune ne pourra excéder:

- 20 m³/h en moyenne
- 300 m³ /jour en débit de pointe
- 70 000 m³ prélèvement annuel

Article 11 - Equipement

L'ouvrage de prélèvement est constitué d'un forage profond de 20 m. Un pompage avec 2 pompes de 20 m³/h permet le refoulement dans le réservoir.

Article 12 - Dispositif de mesure et de suivi

Les ouvrages de prélèvement doivent être équipés d'un compteur volumétrique. L'exploitant, ou à défaut le propriétaire, est tenu d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver 3 ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de l'administration.

Article 13 - Abandon des ouvrages

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage doit être communiquée au Préfet au moins un mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité,

Article 18 - Modification des prescriptions

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet, qui statue par arrêté conformément au respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, l'autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

Article 19 - Transmission du bénéfice de la déclaration

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Chapitre IV - Dispositions générales

Article 20 - Informations des tiers - Publicité

- 1°) Le présent arrêté sera, conformément au code de la santé publique (art 1321-13-1) :
- notifié, par les soins du président à chacun des propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection par courrier recommandé avec accusé de réception ;
 - inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube ;
 - affiché à la mairie de Lantages, pendant une durée minimale de deux mois. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.
 - un exemplaire du présent arrêté est déposé en mairie de Lantages, pour y être consulté.

- 2°) En application de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme :
- les servitudes du présent arrêté seront à annexer, dans un délai de trois mois, dans le plan local d'urbanisme.

Article 21 - Sanctions

1°) Sanctions relatives aux dispositions prévues par les chapitres I et II

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait pour toute personne publique ou privée responsable d'une production ou d'une distribution d'eau au public, en vue de l'alimentation humaine sous quelque forme que ce soit, qu'il s'agisse de réseaux publics ou de réseaux intérieurs, ainsi que toute personne privée responsable d'une distribution privée autorisée en application de l'article L 1321-7 du code de la santé publique, de ne pas se conformer aux dispositions suivantes :

- Surveiller la qualité de l'eau qui fait l'objet de cette production ou de cette distribution, notamment au point de pompage en ce qui concerne les dérivés mercuriels ;
- Se soumettre au contrôle sanitaire ;
- Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau, et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- N'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'arrêté.

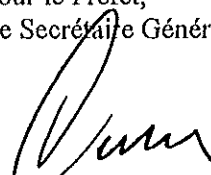
Article 23 – Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement et l'agriculture, le président du SIAEP de la vallée de la Marve, le maire de Lantages, la gendarmerie de Chaource sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne,
- au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie,
- au directeur du bureau de recherches géologiques et minières,
- à la directrice départementale des services vétérinaires,
- au président du conseil général de l'Aube,
- au président de la chambre d'agriculture de l'Aube,
- au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés.

A Troyes, le 3 juin 2009

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Thierry PETIT